



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARRETE/2021/N°655/6.1

Objet : AUTORISATION D'EFFECTUER UNE ANIMATION MUSICALE

LE MAIRE,

Vu le Code de la Sécurité intérieure et notamment les articles L131-1 à L132-7 et L131-1 à L131-2,

Vu le code de la Justice Administrative et notamment l'article R421-2,

Vu le Code Pénal et notamment l'article R 623-2

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire, et notamment l'Article L2213-1 –art.62 modifié par la loi n°2014—58 du 27 Janvier 2014.

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.1311-2, L 3341-1 à L 3341-3 et L 3342-1 à L 3342-3, R 1334-30 et S, R 1337-6 et S

Vu l'Arrêté Préfectoral N° 2008-193-7 du 11 juillet 2008 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage,

Vu le décret n° 2021-606 du 18 mai 2021 prescrivant les mesures générales concernant la COVID-19

Vu la demande présentée le 22 NOVEMBRE 2021, par M. BORREGO Jérôme, commerçant, 10 place Anatole France 30220 Aigues-Mortes,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique notamment dans les débits de boissons, spectacles, jeux et autres lieux publics ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Date - horaire :

M. BORREGO Jérôme est autorisé à effectuer une animation musicale au sein de son établissement le vendredi 03 décembre 2021 de 19h00 à 23h30.

ARTICLE 2 : Lieu :

L'exploitant, Monsieur BORREGO Jérôme, gérant de l'établissement à l'enseigne « **LE VICTORIA** », sis 10 place Anatole France 30220 AIGUES-MORTES, est autorisé à effectuer une animation musicale à l'intérieur de son établissement

ARTICLE 3 : Mesures sanitaires :

M. BORREGO mettra en place et appliquera les mesures sanitaires en vigueur aux dates des manifestations.

ARTICLE 4 : Lutte contre le bruit :

L'organisateur devra prendre toutes les mesures utiles pour que les bruits émanant de la manifestation ne soient à aucun moment gênant pour les habitants du même immeuble, des immeubles mitoyens et du voisinage.

L'exploitant doit rappeler à sa clientèle par tout moyen adapté la nécessité de respecter la tranquillité du voisinage au moment des entrées et sorties d'établissement.

ARTICLE 5 : Verbalisation :

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont prévues et réprimées conformément aux dispositions des codes précités. Elles feront l'objet d'une verbalisation en application des articles susnommés, par les agents de Police, de Gendarmerie et les Agents Municipaux Assermentés à cet effet.

ARTICLE 6 : Délais et voies de recours :

Le présent Arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif auprès de monsieur le Préfet du GARD (préfecture du Gard 30045 NIMES Cedex 9) ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NIMES (Avenue Feuchère 30000 NIMES) dans le délai de deux mois suivant la publication du présent arrêté. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Telerecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 7: Application :

Monsieur le Directeur Général des Services,

Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,

Monsieur le Commandant la Communauté de Brigades de Gendarmerie du Grau du Roi,

Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,

Monsieur le Chef de Poste de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de commenter et de faire respecter le présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes le 23 novembre 2021

Monsieur le Maire
Pierre MAUMEJEAN

